Le pays s'enfonce dans la crise avec son cortège de misère, de chômage, de précarité, de violentes divisions. Depuis des années la droite et, depuis 2012, François Hollande, les gouvernements Ayrault et Valls poursuivent le même but dans le cadre des traités européens et en accord avec les dirigeants de l'Europe libérale: austérité, compétitivité par la baisse du coût du travail, reculs sociaux, coupes claires dans les dépenses publiques. Ces politiques ont échoué partout comme elles échouent en France : elles nourrissent la crise, creusent tout à la fois les inégalités et les déficits.

Dans son immense majorité le peuple rejette cette politique imposée sans débat et avec autoritarisme. Cette situation crée une grave crise politique dont la droite et l'extrême-droite porteuses de graves projets de régression tentent de tirer profit.

Il est temps d'arrêter cet engrenage. Il faut dire non à la loi de finances 2015 présentée par Manuel Valls qui, pour satisfaire les cadeaux faits au CAC 40, dans le cadre du pacte de responsabilité, coupe massivement dans les dépenses publiques. Il se traduirait par le recul des services publics et de ses missions, un étranglement

financier des collectivités locales et de leur capacité d'investir. Il faut aussi empêcher les reculs budgétaires de la protection sociale qui remettent en cause les acquis pour la santé, la retraite, la famille, les chômeurs.

D'autres choix sont pourtant possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités. Une réforme fiscale d'ampleur permettrait une redistribution des richesses et une relance des investissements productifs au bénéfice de la grande masse de la population, s'inscrivant dans la transition écologique.

Il faut redonner du pouvoir d'achat, augmenter les salaires, créer des emplois. Il faut créer les conditions d'une véritable reconquête industrielle. Il faut s'attaquer au capital, à la finance, à la rente des actionnaires qui est supportée par les salarié-es, les chômeurs, les précaires, les retraités et la jeunesse.

Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour cette alternative sociale et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques que nous voulons rassembler.

Mettre un coup d'arrêt aux politiques en cours, imposer d'autres choix, cela ne peut se faire sans la mobilisation des salarié-es, sans l'intervention citoyenne.

## STOP! Reprenons la rue!

Pour dire non au budget d'austérité du gouvernement VALLS et appeler à ce qu'il soit rejeté !

Pour dire non aux exigences du Medef!

Pour rassembler et construire une alternative à la politique actuelle !

Cet appel est relayé localement par : ATTAC, AGV St-Brieuc Agglo, UDB, Ensemble!, NPA, PCF, PG, Solidaires.

Le collectif 3A regroupe diverses personnalités et organisations syndicales, politiques, associatives et citoyennes. Il est ouvert à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et veulent construire une alternative sociale et politique. Liste des signataires et signature en ligne : www.collectif3a.org